



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA COORDINATION DE LA SECURITE MARITIME, DE LA SURETE MARITIME ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT MARIN (HASSMAR)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin (HASSMAR) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin (HASSMAR) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

- a) la Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).

Nous avons également noté que la Commission de Réception est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.

- b) le mode de transmission aux candidats pressentis de la liste des consommables informatiques à acquérir n'est pas indiqué. Quand bien même les montants des acquisitions envisagées sont inférieurs aux seuils définis dans l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances N° 12 789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires et factures pris en application de l'article 78. a) du Code des Marchés Publics, la consistance des achats requiert, à notre avis, la saisine formelle des candidats aux fins de transmission de la liste des acquisitions.
- c) les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas systématiquement établies, transmises aux candidats évincés et classées dans les dossiers de marchés. Cette information formelle des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel contre la procédure ou contre le marché. Il s'agit également d'une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.
- d) les bons de commande émis par la HASSMAR ne sont pas valorisés. Ils doivent l'être conformément à l'offre de l'attributaire.. Ainsi, le contrôle de la cohérence interne des documents de commande, de livraison et la liquidation de la facture seront effectués sur des bases conformes aux engagements autorisés par la personne habilitée (SG). Par ailleurs, les bons de commande doivent porter, entre autres indications, la mention de l'obligation pour les fournisseurs d'indiquer dans leurs factures tout comme dans leurs bordereaux de livraison, les références desdits bons de commande qui doivent être par ailleurs pré numérotés pour permettre un contrôle des séquences de numéros à l'effet de s'assurer de l'exhaustivité des enregistrements.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	5
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	6
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	7
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	12
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	14
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	16
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	19
2.1 Présentation de la HASSMAR	20
2.2 Contexte de l'intervention	20
2.3 Objectifs de la mission	21
2.3.1 Objectifs généraux	21
2.3.2 Objectifs spécifiques	22
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	23
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	25
3 Approche méthodologique mise en œuvre	27
3.1 Revue approfondie des textes de référence	28
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	29
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	30
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	31
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	32
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	33
4 Résultats des travaux	34
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	35
4.1.1 Commission des Marchés	35
4.1.2 Cellule de Passation des Marchés	35
4.1.3 Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	36
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	36
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	36
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	36
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la HASSMAR	36
4.2 Examen des marchés	37
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	37
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	39

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HASSMAR	Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Sur l'ensemble des marchés traités, nous avons relevé les anomalies suivantes qui constituent une entorse aux principes de séparation des fonctions, de transparence et d'équité :

-La Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).

La Commission de Réception est également présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.

Les bases de sélection des candidats consultés dans le cadre des procédures de DRP ne sont pas documentées ; la HASSMAR n'a pas communiqué de fichier fournisseur (modalités de constitution et de mise à jour).

Les prestataires dont les offres n'ont pas été retenues n'ont pas été informés du rejet de leurs offres. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

DRP PORTANT ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

Le dossier de marché ne comprend pas de lettre de consultation. Le mode de transmission aux candidats pressentis de la liste des consommables informatiques à acquérir n'est pas indiqué. Quand bien même le montant de l'acquisition envisagée est inférieur aux seuils définis dans l'arrêté du MEF N° 12 789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires et factures pris en application de l'article 78 a) du CMP, la consistance des achats requiert, à notre avis, la saisine formelle des candidats aux fins de transmission de la liste des acquisitions.

Le bon de commande émis par la HASSMAR n'est pas valorisé. Il doit l'être conformément à l'offre de l'attributaire. Ainsi, le contrôle de la cohérence interne des documents de commande, de livraison et la liquidation de la facture seront effectués sur des bases conformes aux engagements autorisés par la personne habilitée (SG). Par ailleurs, le bon de commande doit porter entre autres indications, l'obligation pour le fournisseur de mentionner dans sa facture tout comme dans son bordereau de livraison les références du bon de commande qui doit être pré numéroté.

Les délais de paiement sont anormalement longs en violation de l'article 106 du CMP. Ce dit article stipule « le règlement doit intervenir dans le délai de quarante cinq jours compté, suivant le cas, à partir du jour où le créancier a régularisé son dossier, suivant la notification qui lui en a été faite... Le défaut de règlement dans ce délai de quarante cinq jours fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires... ».

Le paiement de la facture a été effectué TTC alors qu'il aurait fallu effectuer le précompte de TVA au regard des dispositions de l'article 424-12 du CGI.

DRP ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE ET AUDIOVISUEL

Les conditions à remplir pour prendre part aux marchés publics et les renseignements et justificatifs à fournir tels que spécifiés dans les articles 43 et 44 du CMP n'ont pas été requis dans le dossier d'appel à la concurrence. Quand bien même il s'agit d'une demande de renseignements et de prix, les dispositions du CMP n'exonèrent pas les soumissionnaires de produire les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique. Les seules exceptions prévues par le code sont relatives aux marchés d'un montant inférieur à 25 millions de F CFA TTC quelque soit la nature des marchés passés par les communautés rurales et les communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA. Pour lesdits marchés, les communautés rurales et les communes concernées peuvent exonérer les candidats de l'obligation de produire l'attestation de la Caisse de Sécurité sociale, celle de l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), celle des services chargés des recouvrements fiscaux et celle de l'inspection du Travail. L'objectif visé est de faciliter l'accès des PME locales aux marchés.

DRP ENTRETIEN DE VEHICULES

Aux termes de l'article 140.a du CMP, l'avis de la DCMP est requis pour les marchés à commande, quel que soit le montant ; ce qui n'est pas le cas de la présente DRP ;

Aucun document relatif au règlement du marché n'a été classé dans le dossier.

DRP ENTRETIEN ET REPARATION DE 05 SPLITS

Il est mentionné sur la facture que la prestation est payée par chèque BICIS N° 9803846 du 21 février 2012. La copie du chèque n'a pas été jointe au dossier.

DRP ENTRETIEN ET REPARATION DE 12 SPLITS

Le bon de commande émis par la HASSMAR n'est pas valorisé. Il doit l'être conformément à l'offre de l'attributaire. Ainsi, le contrôle de la cohérence interne des documents de commande, de livraison et la liquidation de la facture seront effectués sur des bases conformes aux engagements autorisés par la personne habilitée (SG). Par ailleurs, le bon de commande doit porter entre autres indications, l'obligation pour le fournisseur de mentionner dans sa facture tout comme dans son bordereau de livraison les références du bon de commande qui doit être pré numéroté.

Le nom du Rapporteur de la CM figurant au début du PVO est différent de celui du rapporteur ayant signé ledit PVO.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Les bases de sélection des candidats consultés ne sont pas en général documentées. Pour palier cette carence, il convient de constituer un fichier fournisseurs régulièrement mis à jour selon des modalités à définir. Les manifestations d'intérêt ou les offres reçues après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires.

Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP et à l'avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 et veiller à ce que la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne soit pas membre de la Commission des Marchés et ne puisse a fortiori en assurer la présidence.

Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Se conformer aux dispositions de l'article 106 du CMP et 424 du CGI portant respectivement sur les délais de paiement et les précomptes de TVA.

Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés publics.

Se conformer aux dispositions de l'article 140.a) du CMP sur le contrôle a priori de la passation des marchés publics.

S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

Veiller à la cohérence interne des documents.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Achat de consommables informatiques	Achat de matériels informatiques et audiovisuels	Entretien de véhicules
Attributaires	INFOREX	BAYE COMPUTER	ELTON
Montants en F CFA TTC	1 825 460	2 259 700	108 500
Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√
Violation de l'article 28 sur la Personne Responsable des Marchés (PRM)	√		√
Violation de l'article 29 sur les Autorités chargées de l'Approbation	√		√
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les pièces administratives		√	
Absence de consultation de fournisseurs		√	
Secrétaire Général, Président de la CPM, de la commission d'attribution et de réception	√	√	√
Violation de l'article 83 du CMP sur la décision d'attribution	√		√
Violation de l'article 106 du CMP sur les délais de paiement	√		
Violation de l'article 140.a) du CMP sur le contrôle a priori de la DCMP sur les marchés à commande			√
Contrat non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)	√		

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Achat de fournitures de bureau, d'imprimés de bureau et d'accessoires	Entretien et réparation de 05 splits	Réparation et entretien de 12 splits
Attributaires	INFOREX	LIBERTE DE GESTION	FROID EXPRESS DU SENEGAL
Montants en F CFA TTC	4 065 808	409 578	324 500
Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√
Violation de l'article 28 sur la Personne Responsable des Marchés (PRM)	√	√	√
Violation de l'article 29 sur les Autorités chargées de l'Approbation	√	√	√
Non exhaustivité des documents de passation des marchés		√	
Secrétaire Général, Président de la CPM, de la commission d'attribution et de réception	√	√	√
Violation de l'article 83 du CMP sur la décision d'attribution	√	√	√

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 PRESENTATION DE LA HASSMAR

La Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin, désignée sous le sigle HASSMAR est une structure administrative autonome, à vocation opérationnelle, rattachée à la Primature et placée sous la tutelle technique du Ministère des Forces armées.

Ses compétences s'exercent dans les eaux maritimes et fluviales sous juridiction sénégalaise et s'étendent pour la recherche et le sauvetage, à la zone maritime placée par l'OMI, l'Organisation maritime internationale, sous la responsabilité du Sénégal.

Elles concernent la coordination des interventions d'urgence en mer, sur les fleuves et dans les périmètres portuaires, conformément à un Plan national d'interventions d'Urgence, la prévention des risques liés à la sécurité et à la Sûreté maritimes ainsi qu'à la protection de l'environnement marin et enfin, la régulation de l'interaction entre différentes administrations concernées par l'action de l'État en mer.

Les pouvoirs dévolus à la HASSMAR ne font cependant pas obstacle aux prérogatives des autres administrations et services publics concernés par la sécurité maritime, la sûreté maritime et la protection de l'environnement marin, qui ont la responsabilité exclusive de la gestion et de l'emploi de leurs moyens propres.

Dirigée par un officier de marine, Général ou Supérieur de la Marine nationale, appelé Secrétaire général, la HASSMAR comprend les organes suivants :

- trois zones maritimes au Nord, au Sud et au centre du pays, dirigées chacune par un Délégué du Secrétaire général de la Haute Autorité et responsable devant ce dernier, de la coordination de l'action de l'État en mer dans la zone considérée ;
- un Centre principal de Coordination des Secours maritimes (MRCC) et des centres secondaires de secours (RSC).

La HASSMAR exerce ses missions sous le contrôle d'un Conseil de surveillance et dispose de ressources provenant du budget de l'État, de taxes et de subventions versées par des acteurs socioéconomiques bénéficiaires de ses services ou tirant profit des opportunités économiques offertes par la mer et le fonds de la coopération internationale.

2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de

droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.3.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de

marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.3.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de

gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par

l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.3.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci- après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP

et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ; loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2008-1165 du 16 octobre 2008 portant modification de l'article 63 sur les délais de réception des offres du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché ;
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;

- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence ;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar ;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMF ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du premier ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des cellules de passation des marchés par les autorités contractantes ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin pour apprécier la capacité des structures et des systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;

- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants sont effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,

- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès- verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est –il conforme à l'esprit du code, se limite- t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès- verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès- verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non-paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la HASSMAR, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Le même constat a été fait pour la gestion 2012 sur la composition de la commission des marchés de la HASSMAR que pour celle de 2011. En effet, l'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 03 janvier 2012 (Décision N° 005/HASSMAR/SG) conformément à l'arrêté 12787 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 alinéa 6 du CMP qui dispose en son article 3 que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours. Nous avons noté que la Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR ; il convient de préciser que dans l'esprit des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à valider la proposition de la Commission des Marchés ne peut en faire partie et a fortiori en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).

Nous notons aussi que l'acte de nomination n'indique pas les fonctions qu'occupent les membres de la Commission des Marchés alors que ces derniers bien que nommés intuitu personae le sont également es qualité ; il convient par conséquent de préciser les fonctions dans les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés.

Nous avons également constaté que la Commission de Réception est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.

Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de demande de renseignements et de prix.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 03 janvier 2012 (Décision N° 006/HASSMAR/SG). La même observation évoquée ci - avant relativement à l'information sur la fonction des membres de la CPM vaut pour cet acte de nomination.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées le 03 janvier 2012. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la HASSMAR de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP, il a été également publié sur le portail des marchés publics.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 27 janvier 2012. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA HASSMAR

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la HASSMAR sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SEUILS APPLICABLES A LA HASSMAR EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	>=60	>=35
Fournitures et services	30	400	200	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	>=35

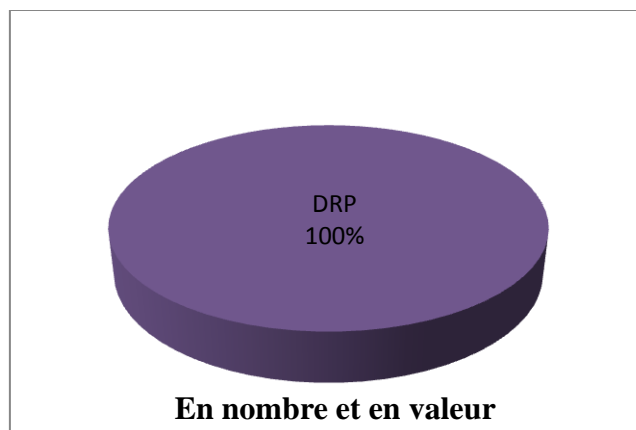
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	6	8 993 546	6	8 993 546	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	6	8 993 546	6	8 993 546	100%	100%



Marchés présentés et couverts

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP PORTANT ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Date de saisine des fournisseurs	13 décembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	20 décembre 2012
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'ouverture des plis	Le 20 décembre 2012
Date d'attribution	Le 21 décembre 2012
Fournisseurs consultés	05 : INFOREX SENEGAL, PACOSEN SARL, HARD & SOFT SYSTEME SARL, HBN, DIA & FRERES
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : INFOREX SENEGAL, PACOSEN SARL, HARD & SOFT SYSTEME SARL, HBN, DIA & FRERES
Attributaire	INFOREX SENEGAL
Montant du marché en F CFA TTC	1 825 460 F CFA
Non conformités	<p>Le dossier de marché ne comprend pas de lettre de consultation. Le mode de transmission aux candidats pressentis de la liste des consommables informatiques à acquérir n'est pas indiqué. Quand bien même le montant de l'acquisition envisagée est inférieur aux seuils définis dans l'arrêté du MEF N° 12 789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires et factures pris en application de l'article 78 a) du CMP, la consistance des achats requiert, à notre avis, la saisine formelle des candidats aux fins de transmission de la liste des acquisitions.</p> <p>Les bases de sélection des candidats consultés dans le cadre de cette procédure ne sont pas documentées ; la HASSMAR n'a pas communiqué de fichier fournisseurs (modalités de constitution et de mise à jour).</p> <p>La Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la</p>

	<p>présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).</p> <p>Nous avons également noté que la Commission de Réception est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Le bon de commande émis par la HASSMAR n'est pas valorisé. Il doit l'être conformément à l'offre de l'attributaire. Ainsi, le contrôle de la cohérence interne des documents de commande, de livraison et la liquidation de la facture seront effectués sur des bases conformes aux engagements autorisés par la personne habilitée (SG). Par ailleurs, le bon de commande doit porter entre autres indications, l'obligation pour le fournisseur de mentionner dans sa facture tout comme dans son bordereau de livraison les références du bon de commande qui doit être pré numéroté.</p> <p>Les délais de paiement sont anormalement longs en violation de l'article 106 du CMP. Ledit article stipule « le règlement doit intervenir dans le délai de quarante cinq jours compté, suivant le cas, à partir du jour où le créancier a régularisé son dossier, suivant la notification qui lui en a été faite... Le défaut de règlement dans ce délai de quarante cinq jours fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires... ».</p> <p>Le paiement de la facture a été effectué TTC par la HASSMAR alors qu'il aurait fallu précompter la TVA au regard des dispositions de l'article 424-12 du CGI.</p>
Recommandations	<p>Constituer un fichier fournisseurs régulièrement mis à jour selon des modalités à définir. Les manifestations d'intérêt ou les offres reçues après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP et à l'avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 et veiller à ce que la</p>

	<p>personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne soit pas membre de la Commission des Marchés et ne puisse a fortiori en assurer la présidence.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 106 du CMP et 424 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur les exceptions que vous avez soulevées :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Sur la présidence de la commission des marchés par le Secrétaire Général, cela était dû à un déficit de personnel. En 2012 cet état de fait avait fait l'objet d'une correspondance adressée à la DCMP. Il a été remédié à cette situation depuis 2013, suite au renforcement du personnel. b) Pour la DRP consommables informatiques, comme vous l'avez dit, l'Arrêté 012 789 du 26 Décembre 2012 dispense l'autorité contractante de la forme écrite pour les marchés de fournitures inférieures à trois (3) millions. Par conséquent, nous n'avons pas enfreint la réglementation. c) Concernant l'absence des lettres d'information aux candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de ces observations. Néanmoins, nous signalons que cette situation ne concerne que les DRP visées par l'arrêté 012789 du 26 Décembre 2012, relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures, pris en application de l'article 78.3a du CMP. En effet, autant les commandes n'ont pas été faites par écrit, comme l'autorise la réglementation, autant les candidats non retenus ont été informés oralement. Pour les autres DRP qui ne sont pas concernées par cette dispense, à chaque fois, des lettres d'information sont envoyées aussi bien au candidat retenu qu'aux candidats non retenus. d) Nous prenons acte de l'intérêt que revêt l'utilisation des bons de commande. Néanmoins, nous choisissons traditionnellement, le contrat signé entre les parties comme point de départ des relations contractuelles, pour simplifier la procédure. En effet, en se fiant aux termes de référence de l'ARMP, dans ces missions d'audit, il est fait obligation à l'autorité contractante de produire soit un contrat, soit un bon de commande, pour marquer le début de l'exécution des marchés. e) Par rapport au précompte de la TVA, il y a lieu de rappeler

	<p>que la loi 2012-31 du 31 Décembre 2012, portant Code Général des Impôts, dispense les Agences, de leur recouvrement : « Par exception au paragraphe 1, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectuées au profit des Agences de l'Etat » article 372.3b.</p>
Appréciation du Consultant	<ul style="list-style-type: none"> a) Sur la présidence de la commission des marchés par le Secrétaire Général, nous prenons acte de vos commentaires et des mesures prises en 2013 pour remédier à cette situation. Nous maintenons néanmoins nos observations. b) Pour la DRP consommables informatiques, nous prenons acte de vos commentaires sur ce point. En effet, l'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché. Seulement, la nature et la consistance des acquisitions envisagées, requièrent des spécifications techniques et des modalités techniques de réalisation, telles, qu'il est nécessaire de les définir et d'élaborer, à cet effet, un cahier des charges, à annexer à une lettre d'invitation à soumissionner. Et nous maintenons nos observations. c) L'information aux candidats non retenus, du rejet de leurs offres, est une formalité essentielle, même pour les marchés dispensées de forme écrite, car elle permet au candidat non retenu qui se sent lésé d'exercer son droit de recours et l'article 78 .2 in fine, pour lequel l'Arrêté d'application 012789 du 26 Décembre 2012, que vous invoquez, a été pris, l'exige de même que la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Et nous maintenons nos observations. d) Sur le bon de commande, nous prenons acte et maintenons nos observations. e) Sur le précompte de la TVA, nous prenons acte de vos commentaires et retirons nos observations.

DRP ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE ET AUDIOVISUEL	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	18 Mai 2012
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	21 Mai 2012
Fournisseurs consultés	05: BAYE COMPUTER, NDEMENE INFORMATIQUE, OUMOU INFORMATIQUE, BABEL INFORMATIQUE, M2M TECHNOLOGIES
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : BAYE COMPUTER, NDEMENE INFORMATIQUE, OUMOU INFORMATIQUE, BABEL INFORMATIQUE, M2M TECHNOLOGIES
Attributaire	BAYE COMPUTER
Montant du marché en F CFA TTC	2 259 700 F CFA
Non conformités	<p>Les conditions à remplir pour prendre part aux marchés publics et les renseignements et justificatifs à fournir tels que spécifiés dans les articles 43 et 44 du CMP n'ont pas été requis dans le dossier d'appel à la concurrence. Quand bien même il s'agit d'une demande de renseignements et de prix, les dispositions du CMP n'exonèrent pas les soumissionnaires de produire les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique. Les seules exceptions prévues par le code sont relatives aux marchés d'un montant inférieur à 25 millions de F CFA TTC quelle que soit la nature des marchés passés par les communautés rurales et les communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA. Pour lesdits marchés, les communautés rurales et les communes concernées peuvent exonérer les candidats de l'obligation de produire l'attestation de la Caisse de Sécurité sociale, celle de l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), celle des services chargés des recouvrements fiscaux et celle de l'inspection du Travail. L'objectif visé est de faciliter l'accès des PME locales aux marchés.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p>

Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Nous prenons acte de vos observations.</p> <p>Pour les autres constats, vous voudrez bien vous reporter à la réponse fournie au point 1, concernant l'incompatibilité et l'information des candidats.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires. Vous confirmez nos observations et nous les maintenons.</p> <p>Sur les autres points nous prenons acte de vos commentaires Les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP ENTRETIEN DE VEHICULES	
Date de saisine des fournisseurs	27 juin 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	13 juillet 2012
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	16 juillet 2012
Date de notification de l'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	17 juillet 2012
Date de signature du contrat	24 juillet 2012
Fournisseurs consultés	05: EDK OIL, STATION SHELL MEDINA, STATION OIL LIBYA, STATION TOTAL, ELTON
Nombre d'offres reçues	Une (01) offre : ELTON
Attributaire	ELTON
Montant du marché en F CFA TTC	De 500 000 F CFA à 1 500 000 F CFA (contrat) Montant exécuté : 108 500 F CFA
Non conformités	<p>La Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).</p> <p>Les prestataires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Il s'agit d'un marché à commande mais l'avis de la DCMP requis au titre de l'article 140.a) du CMP, n'a pas été classé dans le dossier. En effet, aux termes de l'article précité, l'avis de la DCMP est requis pour les</p>

	<p>marchés à commande, quel que soit le montant.</p> <p>Aucun document relatif au règlement du marché n'a été classé dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP et à l'avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 et veiller à ce que la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne soit pas membre de la Commission des Marchés et ne puisse a fortiori en assurer la présidence.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 140.a) du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractantes	<p>Se reporter à la réponse fournie au point 1, concernant l'incompatibilité et l'information des candidats.</p> <p>Pour cette DRP, le montant est estimé à un millions (1 000 000) F CFA. Du fait du cas particulier des prestations dans les stations avec l'utilisation des cartes, le reliquat qui restait de ces cartes prépayées, a permis de continuer de payer l'entretien des véhicules. En aucun cas, il n'a été question d'une entente directe. Néanmoins, les observations sont notées.</p> <p>Une copie du chèque de paiement de la prestation à ELTON est ci-jointe.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires</p> <p>Nous avons noté que vous avez fait une confusion en parlant d'entente directe, alors que nous avons parlé de marché à commande pour lequel, l'article 140.a du CMP exige l'avis préalable de la DCMP, avant le lancement et ceci, quel qu'en soit le montant. Et nous maintenons nos observations.</p> <p>Nous prenons acte de la transmission de la copie du chèque en annexe à votre réponse.</p>

DRP ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU, D'IMPRIMES DE BUREAU ET D'ACCESSOIRES	
Date de saisine des fournisseurs	31 Juillet 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	09 Août 2012
Délai de préparation des offres	08 jours
Date d'attribution	10 Août 2012
Date de notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	13 Août 2012
Date de signature du contrat	22 Août 2012
Date d'enregistrement du contrat	24 Août 2012
Fournisseurs consultés	05: INFOREX SENEGAL, SOCIETE PACOSEN SARL, SOCIETE HARD & SOFT SYSTEME SARL, SOCIETE HBN, SOCIETE DIA & FRERES
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) offres : INFOREX SENEGAL, SOCIETE PACOSEN SARL, SOCIETE HARD & SOFT SYSTEME SARL, SOCIETE HBN, SOCIETE DIA & FRERES
Attributaire	INFOREX
Montant du marché en F CFA TTC	4 065 808 F CFA
Non conformités	<p>La Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).</p> <p>Les prestataires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet</p>

	aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP et à l'avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 et veiller à ce que la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne soit pas membre de la Commission des Marchés et ne puisse a fortiori en assurer la présidence.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractantes	Se reporter à la réponse fournie au point 1, concernant l'incompatibilité et l'information des candidats. Nous prenons acte des observations formulées.
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires</p> <p>Les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoires sont maintenues.</p>

DRP Entretien et réparation de 05 splits	
Date des lettres de saisine des fournisseurs	06 novembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des offres	13 novembre 2012
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	13 novembre 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	Néant
Fournisseurs consultés	05 : Froid 2000 – Froid Moderne du Sénégal – Froid Express du Sénégal – Froid Total – Liberté de Gestion
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : Froid 2000 – Froid Moderne du Sénégal – Froid Express du Sénégal – Froid Total – Liberté de Gestion
Attributaire	LIBERTE DE GESTION
Montant du marché en F CFA TTC	409 578 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les bases de sélection des candidats consultés dans le cadre de cette procédure ne sont pas documentées ; la HASSMAR n'a pas communiqué de fichier fournisseurs (modalités de constitution et de mise à jour).</p> <p>La Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).</p> <p>Les prestataires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également</p>

	<p>une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Il est mentionné sur la facture que la prestation est payée par chèque BICIS N° 9803846 du 21 février 2012. La copie du chèque n'a pas été jointe au dossier.</p>
Recommandations	<p>Constituer un fichier fournisseurs régulièrement mis à jour selon des modalités à définir. Les manifestations d'intérêt ou les offres reçues après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP et à l'avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 et veiller à ce que la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne soit pas membre de la Commission des Marchés et ne puisse a fortiori en assurer la présidence.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Se reporter à la réponse fournie au point 1, concernant l'incompatibilité et l'information des candidats.</p> <p>Une copie du chèque de paiement de la prestation au titulaire du marché est ci-jointe.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires et de la transmission de la copie du chèque en annexe à votre réponse.</p> <p>Les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoires sont maintenues.</p>

DRP REPARATION ET ENTRETIEN DE 12 SPLITS	
Date de saisine des fournisseurs	07 août 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	20 août 2012
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	20 août 2012
Fournisseurs consultés	05 : Cristal Froid Kébé & Frères, Froid Moderne du Sénégal, Froid Express du Sénégal, Froid Total, Liberté de Gestion
Nombre d'offres reçues	05 : Cristal Froid Kébé & Frères, Froid Moderne du Sénégal, Froid Express du Sénégal, Froid Total, Liberté de Gestion
Attributaire	Froid Express du Sénégal
Montant du marché en F CFA TTC	324 500 F CFA
Non conformités	<p>Les bases de sélection des candidats consultés dans le cadre de cette procédure ne sont pas documentées ; la HASSMAR n'a pas communiqué de fichier fournisseur (modalités de constitution et de mise à jour).</p> <p>La Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (voir avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).</p> <p>Nous avons également noté que la Commission de Réception est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Le bon de commande émis par la HASSMAR n'est pas valorisé. Il doit</p>

	<p>l'être conformément à l'offre de l'attributaire. Ainsi, le contrôle de la cohérence interne des documents de commande, de livraison et la liquidation de la facture seront effectués sur des bases conformes aux engagements autorisés par la personne habilitée (SG). Par ailleurs, le bon de commande doit porter entre autres indications, l'obligation pour le fournisseur de mentionner dans sa facture tout comme dans son bordereau de livraison les références du bon de commande qui doit être pré numéroté.</p> <p>Le nom du Rapporteur de la CM figurant au début du PVO est différent de celui du rapporteur ayant signé ledit PVO.</p>
Recommandations	<p>Constituer un fichier fournisseurs régulièrement mis à jour selon des modalités à définir. Les manifestations d'intérêt ou les offres reçues après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP et à l'avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 et veiller à ce que la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne soit pas membre de la Commission des Marchés et ne puisse a fortiori en assurer la présidence.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Veiller à la cohérence interne des documents.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>S'agissant du fichier fournisseurs, il existe bel et bien et est tenu à jour. Se reporter à la réponse fournie au point 1, concernant l'incompatibilité et l'information des candidats.</p> <p>Une copie du chèque de paiement de la prestation au titulaire du marché est ci-jointe.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Ni le fichier fournisseurs, ni les modalités de sa constitution et de sa mise à jour n'ont été mis à notre disposition</p> <p>Nous prenons acte de vos commentaires et de la transmission de la copie du chèque en annexe à votre réponse.</p> <p>Les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoires sont maintenues.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Secrétaire Général
de la Haute Autorité chargée de la Sécurité Maritime,
de la Sureté Maritime et de la Protection de
l'Environnement Marin
(HASSMAR)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

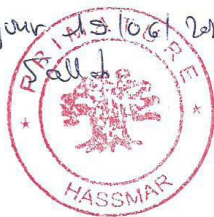
Monsieur le Secrétaire Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu 6 jours
par Mr




Ibra Guèye
Directeur Associé

Service Système d'Information
Boite du Directeur
41 72 - Fatick
13 - Dakar
E-mail : bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

PRIMATURE

Haute Autorité chargée de la Coordination
de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime
et de la Protection de l'Environnement marin
(HASSMAR)

(Tél.) : (221) 33 823 79 75 - (Fax) : (221) 33 889 27 18
BP : 27074 / DAKAR MESSAGERIE – E-mail : hasmar@orange.sn



No . . 358 /HASSMAR/SG

Dakar, le 03 JUL. 2014

Le Secrétaire Général

Objet : Transmission du rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012.

Référence : V/L s/n° du 02 juin 2014

P. jointes : - Une (01) annexe aux réponses des observations de non-conformité sur la passation des marchés ;
- Une (01) photocopie de chèque de règlement de la DRP portant Entretien de véhicules ;
- Une (01) photocopie de chèque de règlement de la DRP portant Entretien et réparation de 05 splits;
- Une (01) photocopie de chèque de règlement de la DRP portant Entretien et réparation de 12 splits;

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'amélioration de la passation et de l'exécution des marchés de la HASSMAR, les missions de revue indépendante de la conformité des procédures de Passation des marchés représentent toujours un intérêt particulier pour notre structure.

Le rapport provisoire que vous nous avez envoyé au terme de votre mission de revue Indépendante entre dans ce cadre. Après examen du rapport, il me paraît nécessaire de porter à votre connaissance certains éléments d'informations et de réponses sur le travail effectué.

Pour les exceptions que vous avez soulevées :

a- Sur la présidence de la commission des marchés par le Secrétaire général, cela était dû à un déficit du personnel au niveau de notre structure. En 2012, cet état de fait avait fait l'objet d'une correspondance adressée à la direction centrale des marchés publics(DCMP). Il a été remédié à cette situation suite depuis 2013 suite au renforcement du personnel.

b- Pour la DRP consommables informatiques, comme vous l'avez dit, l'arrêté 012 789 du 26 décembre 2012 dispense l'autorité contractante de la forme écrite pour les marchés de

fournitures inférieures à trois (03) millions. Par conséquent, nous n'avons pas enfreint les dispositions réglementaires.

C- Concernant l'absence de lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, nous prenons acte de ces observations. Néanmoins, nous signalons que cette situation ne concerne que les Demandes de renseignement et de prix (DRP) visés par l'arrêté 012 789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78- 3 a du Code des Marchés publics. En effet, autant les consultations n'ont pas été faites par écrit comme l'autorise la réglementation, autant les candidats non retenus ont été informés oralement.

Pour les autres DRP qui ne sont pas concernées par cette dispense, à chaque fois, des lettres d'information sont envoyées aussi bien au candidat retenu qu'aux candidats non retenus.

d- Nous prenons acte des observations sur l'intérêt que revêt l'utilisation des bons de commande. Néanmoins, nous choisissons traditionnellement le contrat signé entre les parties comme point de départ des relations contractuelles pour simplifier la procédure. En effet, en se fiant aux termes de référence de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) dans ces missions d'audit, il est fait obligation à l'Autorité contractante de produire soit un contrat ou un bon de commande pour marquer le début de l'exécution des marchés.

Dans l'ensemble, nous prenons acte de toutes ces observations pertinentes qui contribuent à améliorer le respect des dispositions et procédures édictés par le décret 2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

Et comme vous l'avez exprimé, nous avons toujours à l'esprit dans nos procédures de passation et d'exécution des marchés publics, les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés publics.

Pour les autres aspects du rapport provisoire, veuillez vous reporter au tableau ci-joint.

En espérant recevoir de votre part une version définitive du rapport de mission de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

A

Monsieur Ibra GUEYE, Associé
Business System Consulting Group
Point E, Boulevard de l'Est Angle
Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar



**ANNEXE RELATIVE A LA REPONSE DU RAPPORT PROVISOIRE DE LA
MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DES MARCHES
DES AUTORITES CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2012**

**SYNTHESE DES REPONSES AUX OBSERVATIONS DE NON
CONFORMITE SUR LA PASSATION DES MARCHES**

<p align="center">1- Réponse de l'appréciation générale de l'auditeur sur l'ensemble des marchés traités</p>	<p>Nous prenons acte des observations sur le caractère incompatible de la présidence de la Commission des Marchés ou de réception des marchés assurée par le Secrétaire Général. Néanmoins, nous vous informons que cette situation était due à un manque de personnel. Il a été remédié à cette situation depuis l'année dernière (2013) avec la mise à disposition de la HASSMAR d'un personnel complémentaire. A signaler que la contrainte d'effectif a été chaque fois portée à la connaissance de la DCMP et nous vous avons présenté des correspondances qui l'attestent.</p> <p>S'agissant du fichier fournisseurs, il existe bel et bien et est tenu à jour.</p> <p>Concernant l'absence de lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, nous prenons acte de ces observations. Cependant, nous signalons que cette situation ne concerne que les Demandes de renseignement et de prix (DRP) visés par l'arrêté 012 789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78- 3 a du Code des Marchés publics. En effet, autant les consultations n'ont pas été faites par écrit comme l'autorise la réglementation, autant les candidats non retenus ont été informés oralement.</p>
<p align="center">2-DRP portant achat de consommables informatiques</p>	<p>-Le mode de saisine des fournisseurs a été fait oralement. Le montant du marché ne nécessite pas la forme écrite.</p> <p>-Se reporter à la réponse fournie au point 1 concernant l'incompatibilité et l'information des candidats.</p> <p>-Nous prenons acte des observations sur la nécessité de valoriser le bon de commande, la diligence dans le règlement des factures qui reste toutefois tributaire de la disponibilité des crédits.</p> <p>-Par rapport au précompte de la TVA, il y a lieu de rappeler que la loi 2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des Impôts dispense les agences</p>

